



FÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS  
DES RÉÉDUCATEURS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Monsieur l'Inspecteur de l'Éducation Nationale, responsable ASH, représentant Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale,  
Monsieur le Conseiller Régional,  
Monsieur le Conseiller Général,  
Monsieur le Président de Metz Métropole  
Monsieur le Maire de Metz  
Madame la coordinatrice de l'équipe AREN-Est  
Mesdames et Messieurs,  
Chers collègues et amis,

J'ai un sentiment très partagé au moment de l'ouverture de ce congrès.

D'abord, beaucoup de plaisir et de fierté de penser que la FNAREN en arrive à son 25<sup>ème</sup> congrès.

Qui en effet aurait pu parier sur une telle longévité et une telle ténacité dans l'organisation de ces manifestations ?

*En 1994, lors du congrès de Nîmes Lucien Sauvat, président de la FNAREN, s'en étonnait déjà il disait : « Notre fédération a aujourd'hui 10 ans et je me demande qui, en mai 1984, aurait parié sur un dixième anniversaire d'autant que le chemin à parcourir ne s'avérait pas facile. Il a en effet souvent fallu faire preuve de courage, d'imagination et d'un certain humour pour s'adapter à ce que l'on pourrait appeler une donne fluctuante et incertaine. »*

Les congrès organisés par la FNAREN sont un des axes forts de son projet.

Ils fédèrent les rééducateurs sur l'ensemble du territoire (jusqu'en Nouvelle Calédonie et à la Réunion avec près de 800 congressistes encore cette année).

Ils montrent que les besoins en matière de formation sont indispensables, que la réflexion des rééducateurs, en résonance avec les questionnements du terrain et les évolutions de la société en général, est résolument dynamique et créative.

Pour s'en convaincre, il n'est qu'à lire le nom des intervenants prestigieux des Congrès de la FNAREN, la richesse des thèmes abordés et la diversité des entrées disciplinaires pour les traiter.

Ce terrain, que j'ai mentionné plus haut, nous le connaissons bien. C'est celui de la difficulté scolaire et de plus en plus, depuis quelques temps, celui de la grande difficulté scolaire, du handicap parfois.

C'est au quotidien, à tous moments, avec les enfants, les parents et les enseignants que les rééducateurs côtoient le mal être et la souffrance des uns et des autres.

Alors oui, bien sûr, ces temps de formation sont essentiels.

Les rééducateurs en ont réellement besoin pour prendre du recul face aux difficultés rencontrées et à la souffrance quotidienne auxquelles ils sont confrontés.

Nous allons pouvoir réfléchir pendant 4 jours aux processus de symbolisation et de création qui permettent à chaque élève d'apprendre. Nous savons que pour certains enfants qui résistent à la pédagogie, l'entrée dans ces processus ne va pas de soi et qu'ils ont besoin de notre aide pour s'y engager et accéder ainsi au statut d'élève.

Chez ces enfants résistants, le rapport au savoir et l'investissement dans les tâches scolaires sont liés à des préoccupations intimes et personnelles bien souvent indépendantes de leur volonté.

*Je pense à Samia une élève de grande section.*

*L'enseignante raconte une histoire au groupe classe pour l'exploiter par la suite dans des ateliers.*

*Les enfants lèvent la main et posent des questions sur l'histoire.*

*Samia lève la main à son tour. La maîtresse est contente, c'est inhabituel, elle l'interroge.*

*Samia lui demande alors pourquoi il y a un aimant au milieu du tableau.*

*Vous imaginez la déception de la maîtresse...*

*Plus tard au moment des ateliers, Samia ne comprendra pas et ne pourra effectuer la tâche qu'on lui demande.*

*Samia n'est pas là, elle n'a pas écouté l'histoire, où était-elle ? Pourquoi cet aimant qui s'est sans doute retrouvé par hasard au milieu du tableau a-t-il focalisé son attention au détriment de l'album ?*

*Et pourtant Samia parle bien, elle n'est pas une enfant turbulente mais quel sens donne-t-elle à l'école ? De quelles pensées, de quels désirs est-elle l'objet pour passer aussi facilement à côté des propositions scolaires ?*

Beaucoup d'enfants aidés par les rééducateurs sont comme Samia. L'espace intime et privé fait irruption dans la classe et tout devient confus. L'enfant perd le fil du projet, ne met plus de sens à ce qu'on lui demande de faire en classe. La situation se répète, un décalage important s'installe, l'enfant en se comparant aux autres reçoit une image négative de lui-même, sa confiance chute. Il perd progressivement l'estime de soi et le désir d'apprendre.

Pour lui, la rééducation sera un lieu-ressource où, par le détour du jeu, des médiations corporelles ou artistiques, dans une relation adressée en toute confiance au rééducateur, il pourra élaborer ses préoccupations, symboliser ses blessures, ses écorchures, ses inquiétudes, ses peurs, ses craintes en leur donnant une forme communicable et retrouver une dynamique et une curiosité pour les activités scolaires.

Or, aujourd'hui, l'évolution de la société et du système scolaire nous amène à accompagner des enfants pour lesquels l'accès à la symbolisation reste problématique et profondément énigmatique.

Il y a matière à débat sur ces questions et nous avons déjà sollicité une partie des membres de notre comité scientifique pour y réfléchir. Je fais référence, ici, aux assises de la rééducation qui ont eu lieu en octobre 2009 où la question a été amorcée et va se poursuivre lors de ce Congrès.

Ces Assises furent un temps de formation qui a permis aux rééducateurs de se retrouver et de continuer à réfléchir sur la rééducation à un moment où il fallait sursoir à l'abattement et faire preuve de détermination pour continuer à penser notre métier.

La FNAREN, conformément à son projet, organise des temps de formation et de débat, mais elle revendique aussi des temps institutionnels de réflexion et d'échange.

Les rééducateurs ont plus que jamais besoin d'un temps de synthèse propre au RASED. Celui-ci, rogné dans la dernière circulaire et contesté dans certaines circonscriptions, est primordial aux professionnels des RASED pour analyser en profondeur certaines situations d'élèves et accompagner au mieux les enfants et leurs familles.

*Nadia arrive du Cameroun lors d'un regroupement familial. Elle a 9 ans, elle parle peu, la rééducatrice soupçonne une forte inhibition de la pensée. Nadia répète des conduites d'isolement, échappe à la relation. Placée dans une classe de CP/CE1, elle reprend les bases d'un apprentissage de la lecture, elle semble pouvoir décoder mais ne met aucun sens. La rééducatrice, après avoir gagné sa confiance, parvient à l'amener à jouer de courtes scènes issues des textes qu'elle commence à déchiffrer. Un peu de sens et de lien semble émerger mais l'évolution de Nadia interroge tous les professionnels. Un bilan psychologique est proposé et montre que les performances de Nadia se situent dans une zone limite qui justifierait une orientation en CLIS.*

*Au cours de la synthèse, l'avenir scolaire de Nadia est évoqué. L'enseignante chargée de l'aide pédagogique qui travaille avec la sœur jumelle et qui a rencontré la famille récemment apporte un nouvel éclairage concernant l'inquiétude de la mère pour cette enfant particulière. Quelle sera pour Nadia la meilleure solution ? Doit-elle être orientée dans le champ du handicap selon l'interprétation stricte du bilan psychologique ? Peut-elle être maintenue dans le cursus ordinaire avec des aménagements pédagogiques et éventuellement l'appui d'un SESSAD ? Comment aborder ces questions avec la famille, avec Nadia ?*

Pour pouvoir répondre à ces questions et à bien d'autres, le temps de coordination et de synthèse demeure indispensable.

Les rééducateurs ont aussi besoin de temps pour la formation personnelle et professionnalisante, notamment des temps d'analyse de la pratique, qu'ils soient proposés par l'institution ou organisés et animés par les AREN.

Ces temps sont nécessaires pour partager avec d'autres collègues les difficultés rencontrées, prendre du recul, distancier l'agressivité légitime des enfants, leurs projections, faire évoluer les situations bloquées ou répétitives.

Ils sont nécessaires pour faire évoluer le regard des enseignants sur les élèves réputés difficiles ou rebelles, pour aider les familles à se sentir plus compétentes, et surtout pour les enfants...mais cela nous le savons, c'est le cœur de notre métier.

J'ai également ressenti une grande fierté à défendre la place de l'aide rééducative et des RASED avec nos partenaires (associations professionnelles, syndicats, Fédérations de parents d'élèves). Ces actions ont débouché sur des rencontres communes qui semblaient bien indiquer une volonté du ministère à renouer le dialogue avec les professionnels du terrain.

Plaisir et fierté à travailler avec une équipe déterminée à porter la parole de la FNAREN partout où cela lui semblait pertinent, équipe qui s'appuie sur d'autres équipes (Equipes Congrès, Equipe des publications), qui s'appuie sur ses adhérents, ses travailleurs de l'ombre, ses administrateurs et son Comité scientifique, pour mener à bien le projet de notre Fédération.

Je pense à notre parole entendue aux états généraux sur la sécurité à l'école, au Ministère, au Sénat, aux efforts faits pour communiquer autour de la recherche Université Paris-Descartes à laquelle nous étions associés.

Cette recherche a montré que pour une même population en difficulté scolaire, les aides spécialisées sont plus adaptées et produisent de bien meilleurs résultats que l'aide personnalisée, dans 4 situations de difficulté scolaire sur 5.

Elle a mis en évidence que l'approche globale proposée par la rééducation a des répercussions positives non seulement sur les capacités cognitives et scolaires mais aussi sur les compétences relationnelles et sociales.

J'en profite pour remercier Jean-Jacques Guillarmé et Dominique Luciani sans qui cette étude n'aurait pu voir le jour.

Dominique Luciani est parmi nous aujourd'hui, elle pourra sans doute répondre à vos questions vendredi lors du forum du Comité Scientifique.

Et puis malheureusement, j'éprouve aussi un sentiment de grande tristesse et de colère profonde.

Tristesse et colère, quand je constate au fil de mes rencontres et échanges avec les AREN, à quel point l'atteinte portée au dispositif RASED, aux aides spécialisées, à la rééducation, a eu des conséquences dévastatrices sur le terrain ; réseaux démantelés ou bancales, pertes en postes, perte de confiance et fuites de compétences, manque de soutien voire même remise en cause de la part de l'administration, secteurs sinistrés ou totalement dépourvus d'aide. Que peut proposer l'école maintenant aux enfants les plus fragiles ?

On le sait, pour eux, l'aide personnalisée, (qui soit dit en passant n'a, toujours pas été évaluée sérieusement par l'administration) n'est pas la bonne réponse.

En conséquence, sur de nombreuses parties du territoire, l'institution ne peut proposer l'aide correspondant au besoin réel de l'élève, l'école n'est plus son propre recours.

Il y a manifestement une inégalité de traitement pour l'accès aux aides spécialisées pour de nombreux enfants.

Injustice paradoxale, l'année où la Convention Internationale pour les droits de l'enfant fête son 20<sup>ème</sup> anniversaire.

Pour les enfants, les rééducateurs se sentent alors trahis par l'Etat qui ne leur donne plus les moyens de fonctionner équitablement sur l'ensemble du territoire.

Tristesse et colère également quand je remarque que, malgré un infléchissement sensible des discours lors des audiences au ministère ou des états généraux de la sécurité à l'école, il existe un décalage entre ces discours et les réalités des situations sur le terrain.

On parle de « stabiliser les RASED » mais il faut dire qu'on les a tellement déstabilisés et critiqués qu'on est en droit de s'inquiéter et de s'interroger quand on prétend, comme on l'a entendu au ministère, « chercher à inverser le processus ».

On sait tous, combien il est facile de détruire et faire disparaître une structure. On sait aussi combien il est difficile de la maintenir, de la reconstruire, de l'enrichir à nouveau.

Je rappelle que pour justifier médiatiquement les suppressions de postes, on rendait les RASED responsables de 15% de l'échec scolaire. Message ambigu et profondément malhonnête puisque les enseignants spécialisés ne pouvaient toucher au maximum que 5% de la population scolaire.

Nous avons été désorientés et profondément blessés par ces attaques, cette non-reconnaissance de notre travail.

Je pense bien au contraire que, sans l'aide des enseignants spécialisés et des psychologues des RASED, la souffrance des élèves, des familles, des équipes, serait bien plus grande et que pour les enfants les plus fragiles, le sentiment de cette mésalliance avec leur école laisserait des traces indélébiles.

L'idée première étant de « stabiliser les RASED », encore faut-il que les politiques rectorales et départementales ne se montrent pas aussi zélés que l'année dernière. En effet, de l'avis même du ministère, on hérite aujourd'hui non pas de 1500 suppressions réelles mais de 2000 (sans parler des 1500 postes sédentarisés). Les recteurs et Inspecteurs d'académie doivent donc aussi imaginer, au plus près du terrain, des moyens pour récupérer des postes et redonner confiance aux RASED. Sinon, comment parvenir à inverser le processus de démolition engagé et motiver les enseignants des classes à demander la formation spécialisée ?

Et puis stabiliser ne suffira pas. Si l'on veut vraiment réconcilier les enfants et les familles avec leur école, il faudra aussi développer les RASED, élargir leurs missions afin de les mettre en phase avec la nouvelle donne sociale. Hubert Montagner dans un article inédit, fait état d'une enquête récente (février 2010) du Conseil Economique et Social montrant une augmentation de 7% des consultations en pédopsychiatrie pour enfants et adolescents, avec des listes d'attente de 6 mois à un an. A la lumière de ces données, on réalise combien la nécessité de maintenir et préserver la structure RASED est capitale pour notre société. C'est un véritable choix politique qui engage la nation toute entière.

Je ne suis pas sûr, à l'heure actuelle, que nous prenions cette voie du bon sens et de l'humanité. La suspension des groupes de travail avec le ministère, la lettre de relance des formations spécialisées qui n'arrivera jamais dans les départements, l'annonce par certaines AREN de fermetures de postes sédentarisés ou vacants laissent augurer un changement brutal de stratégie du ministère. Nous venons d'en sentir les prémices. A nouveau les postes d'enseignants spécialisés des RASED (ils ne sont pas les seuls) font partie des « leviers » sur lesquels les Inspecteurs d'Académie peuvent agir.

Plaisir et fierté, puis tristesse et colère font place maintenant à l'inquiétude.

Elle concerne la formation.

Pour Eric Debarbieux, intervenant au Congrès de Perpignan en 1995, nommé directeur du conseil scientifique des états généraux de la sécurité à l'école le 7 et 8 avril 2010, « *La question de la formation est essentielle* ».

La FNAREN défend depuis bien longtemps cette position. Les rééducateurs ont besoin d'une formation de haut niveau les conduisant à un changement de posture, à d'autres gestes professionnels, à une éthique du métier qui garantisse la protection de l'enfant et de sa famille, à une véritable spécificité.

Cependant, le très petit nombre de stagiaires en formation l'année dernière et celui prévu pour cette année, ne couvrent pas, loin s'en faut, les besoins en postes vacants et les départs à la retraite. Le constat est donc alarmant.

Aussi, puisque la plupart des experts soulignent l'importance de la formation, donnons-lui les moyens d'exister et de fonctionner. Arrêtons d'asphyxier les possibilités de départs en formation spécialisée et

rouvrons les centres, fermés l'année dernière, avant qu'il ne soit trop tard. La logique budgétaire ne doit pas imposer un choix comptable alors qu'il s'agit de l'éducation des enfants, de l'éveil et de la formation du citoyen de demain.

« *L'humanité se doit de donner à l'enfant le meilleur d'elle-même* » souligne la déclaration des droits de l'enfant de 1959

Plaisir et fierté, tristesse et colère, inquiétude sur la formation et pour terminer je voudrais délivrer une petite note d'espoir. Un espoir que je place dans l'idée de prévention.

Je repense aux Etats généraux de la sécurité à l'école dont le sous-titre était « *Comprendre, prévenir, agir* ». C'est une définition condensée mais qui peut s'appliquer à notre travail. Notre place est donc tout à fait justifiée et correspond à de réels besoins d'enfants, des besoins qui, à travers sa jeunesse, questionnent l'avenir de notre société.

Dans la conférence d'introduction à deux voies qu'il prononçait avec Egide Royer (Egide Royer est professeur à l'université de Laval, Québec, co-directeur de l'observatoire canadien pour la prévention de la violence à l'école), Eric Debarbieux rappelait l'importance de la prévention et dans son intervention Egide Royer précisait : « *Punir n'enseigne rien, mais 1 euro en prévention permet d'économiser 6 euros en intervention* ».

Puisque le choix de la prévention semble fédérateur, faisons en sorte de nous y engager et de faire réussir tous les enfants à l'école. C'est un investissement qui, à terme, sera moins coûteux pour la société en diminuant les risques d'exclusion et de marginalisation, en évitant les redoublements, les orientations, les violences, la délinquance, les conduites addictives, le chômage...

Nos représentants politiques devraient être sensibles à ces arguments.

Dans un communiqué sur la violence adressé à la presse, la FNAREN, a fait connaître ses propositions pour prévenir cette violence. Violence qui peut être adressée aux autres, à l'institution mais aussi retournée contre soi-même. Lorsque le développement affectif et émotionnel de l'enfant est soumis aux cahots de son environnement proche, à l'empilement des insécurités, il peut être amené bien souvent, à son insu, au passage à l'acte.

Dans le travail d'aide préventive ou rééducative, il peut à travers les processus de symbolisation et de socialisation, dans l'acceptation du cadre et de la loi, retrouver une relation apaisée à l'autorité, il peut progressivement renoncer à la toute-puissance, suspendre son geste, différer.

Dans un jeu de rôle, par exemple, il va assouplir ses identifications, jouer la victime, l'agresseur ou le justicier et faire évoluer ses capacités d'empathie. Selon Serge Tisseron, le profil identitaire se fixe de plus en plus tôt, de nos jours, dès la moyenne section pour certains enfants. En travaillant sur l'assouplissement du profil identitaire et les représentations qui l'accompagnent, la prévention, aurait là encore un rôle capital à jouer, et ce dès l'école maternelle.

Le 3 octobre 2008, quelques jours avant son décès, Jacques Lévine écrivait un de ses derniers textes : « *Non à la disparition des aides spécialisées à l'école* », dans ce texte il disait :

« *Le Ministre de l'Education nationale parlait de redonner confiance à l'élève en difficulté à travers les actions de soutien mises en place par les enseignants, mais on ne permettra qu'un artefact de confiance en soi si on s'en tient à une approche comportementaliste, sans travailler à une réappropriation du Moi, et pas seulement le Moi scolaire. Qui va accompagner ces enfants qui se trouvent devant un système d'appartenance scolaire si éloigné du système familial, qu'ils ne peuvent s'y inscrire ? Ils arrivent avec de la honte ou de l'arrogance, et ce n'est pas un soutien basé sur le scolaire qui va les aider. Ils ont besoin que des adultes reconnaissent leurs appréhensions, et c'est en posant ce regard sur eux que les rééducateurs vont ouvrir des pistes de travail. Il faut "envisager", regarder ce qu'il y a sous ces comportements. On ne peut occulter le vécu des enfants, ni le considérer comme une fatalité : "ça passera". Nous connaissons le risque possible : "ça cassera" !*

*Vouloir faire l'économie des rééducateurs et de leurs savoirs, de leur connaissance précise des obstacles que rencontrent les enfants ne peut que mener à des impasses et aboutir à un résultat exactement inverse de celui qu'on fait miroiter. »*

La FNAREN a largement prouvé cette année à travers toutes les actions et manifestations impulsées que l'aide rééducative et le dispositif RASED ont toute leur place à l'école et que les rééducateurs sont des professionnels qui continuent à réfléchir et à penser leur métier.

Le ministère, dans ses discours semblait le reconnaître, nous attendons et espérons des actes maintenant, une confirmation sur le terrain.

Si la logique financière est la seule qui compte pour nos décideurs politiques, qu'ils fassent alors le compte des dépenses en réparations et interventions tardives qu'ils auront à assumer à long terme, ils s'y retrouveront en misant sur la prévention et ils rendront un service inestimable à nos enfants, sa jeunesse et notre société.

Je vous remercie pour votre attention et passe maintenant la parole à Christine Fouquet, coordinatrice de l'équipe AREN-EST.

Metz, le 3 juin 2010,  
Francis JAUSET, Président de la FNAREN